

**LES AIDES AUX ENTREPRISES DANS LE CONTEXTE COVID-19**

Date de création : 02/04/2021  
Date de première publication : 09/10/2020  
Date de version publiée : 02/04/2021  
Date de vérification : 02/04/2021

**DÉLAIS DE PAIEMENT D'ÉCHÉANCES SOCIALES OU FISCALES**

**LA MINORATION DE 25% DE LA CONTRIBUTION À L'AUDIOVISUEL PUBLIC POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE  
TOURISME JUSTIFIANT D'UNE PÉRIODE D'ACTIVITÉ N'EXCÉDANT PAS 9 MOIS**

L'article 1605 ter du Code général des impôts prévoit que les hôtels de tourisme dont la période d'activité annuelle n'excède pas 9 mois bénéficient d'une **minoration de 25 % sur la contribution à l'audiovisuel public**. Cet abattement avait été étendu aux chambres d'hôtes.

Sous l'impulsion de l'UNAT, le député Xavier ROSEREN a demandé au gouvernement si la minoration était également **étendue aux villages vacances**. Le ministre de l'action et des comptes publics a répondu par la positive et a précisé que ladite minoration de 25% concernait les établissements mentionnés aux titres I<sup>er</sup> à III du livre III du code de tourisme : auberges collectives, résidences de tourisme, villages résidentiels de tourisme, meublés de tourisme et chambres d'hôtes, villages de vacances, refuges de montagne, habitations légères et résidences mobiles de loisir, terrains aménagés (camping, caravanage, parcs résidentiels de loisir).

✓ Vous trouverez la réponse du gouvernement via le lien suivant :  
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-26730QE.htm>

Pour le bénéfice de cette minoration, vous devrez, sur demande de l'administration, être en mesure d'apporter des justificatifs. Notamment, pourront être fournis l'arrêté préfectoral portant les mentions de saisonnalité, la déclaration de contribution économique territoriale ou encore un extrait du registre du commerce et des sociétés précisant l'activité saisonnière.

*i* Pour toute information complémentaire, vous pouvez consulter le site <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10103-PGP.html/identifiant%3DBOI-TFP-CAP-20-20150506> ou prendre contact auprès des services juridiques d'Hexopée.

**FICHIERS SOURCES**

[Fonds d'urgence ESS](#)